ASSEMBLÉE NATIONALE

21 juin 2013

INTERDICTION DU CUMUL DE FONCTIONS EXÉCUTIVES LOCALES AVEC LE MANDAT DE DÉPUTÉ OU DE SÉNATEUR - (N° 885)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL80

présenté par
Mme Crozon

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:

- I. A la fin de l'article L.O. 141 du code électoral, ajouter les mots :
« , conseiller de l'organe délibérant d'une collectivité à statut particulier créée par la loi au titre de l'article 72 de la Constitution »
- II. A la fin du premier alinéa de l'article L.46-1 du code électoral, ajouter les mots :
« , conseiller de l'organe délibérant d'une collectivité à statut particulier créée par la loi au titre de l'article 72 de la Constitution »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de bonne pratique législative visant à garantir l'application des dispositions en vigueur depuis la loi du 5 avril 2000 relative à la limitation du cumul des mandats électoraux, aux mandats exercés au sein de l'ensemble des collectivités territoriales de la République.

Ainsi, et sauf disposition explicitement contraire, la Loi s'appliquera dans les mêmes conditions à l'ensemble des collectivités créées par la loi, sans qu'il soit nécessaire de corriger les articles L.O. 141 (qui fixe les incompatibilités applicables aux parlementaires) et L.46-1 (qui limite à deux le nombre de mandats exercés au sein des collectivités territoriales) à chaque nouvelle occasion.